

GRIFFET : ILS LUTTENT DEPUIS UN AN voir p.3

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

LUNDI

19

JANVIER

1976

N° 87

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

rencontre de Poniatowski avec le ministre de l'intérieur espagnol

libéralisme giscardien et fascisme espagnol

COLLUSION RENFORCEE

Hier à Nice, Poniatowski et son homologue espagnol Fraga Iribarne, ont discuté ensemble pendant près de sept heures. La rencontre a été entourée d'une grande discrétion et nul doute que Poniatowski aurait préféré qu'elle passe inaperçue.

Car, lorsque deux ministres de l'intérieur se rencontrent, qu'est-ce qu'ils se disent ? Ils abordent évi-

demment les « problèmes communs » à leur ministère. Ils discutent de « maintien de l'ordre », de répression anti-ouvrière dans les grèves et les manifestations. Ce qui veut dire précisément que la collaboration entre les deux polices va se trouver renforcée : sans attendre, d'ailleurs, deux militants espagnols ont été arrêtés hier à Pau. Il est fort probable aussi que, devant la vague de luttes et de manifestations qui déferlent en Espagne, Fraga soit venu échanger expériences et conseils avec Poniatowski sur le maintien de l'ordre.

Mais il y a plus important sans doute dans cette rencontre : quand Poniatowski déclare que « le gouvernement espagnol est actuellement engagé dans une action de réforme et de libéralisation progressive qu'il convient de suivre avec intérêt et sympathie », cette « libéralisation » a de quoi laisser rêveur et nous inquiéter sur la réalité du « libéralisme avancé » de Giscard/Poniatowski.

Car, si d'un côté des Pyrénées, 120 militants syndicalistes des Commissions ouvrières sont arrêtés, si le droit de grève, d'association, de réunion, n'existent pas, de l'autre côté, où les masses ont conquis depuis longtemps les libertés démocratiques, Poniatowski n'en envoie pas moins ses flics et ses chiens contre les occupations d'usines ; on

n'en assiste pas moins à une remise en cause du droit de grève, à travers les dommages et intérêts énormes réclamés par certains patrons et le licenciement d'ouvriers combattifs, à des arrestations de militants syndicalistes dont le dossier est vide...

Si, entre le libéralisme avancé de Giscard et la libéralisation de façade impulsée par Fraga, il y a aujourd'hui une différence dans la forme que prend la domination bourgeoise, il y a en revanche, de plus en plus clairement, une identité d'inspiration, une sorte de communauté idéologique bien inquiétante. Plutôt qu'une problématique « libéralisation » en Espagne que tous les faits de répression ouvrière contredisent, c'est bien plutôt le processus de renforcement de l'État en cours dans notre pays qui doit attirer notre attention et notre vigilance. Les deux modèles de M. Giscard d'Estaing sont à Madrid et à Bonn, respectivement le successeur de Franco et le « socialiste » Schmidt qui organise méthodiquement à coups d'emprisonnement et de loi d'exception et à grande échelle, la répression des révolutionnaires. Voilà deux faits dont le simple énoncé révèle la conception des libertés de MM. Giscard, Chirac et Poniatowski et qui réclame la mobilisation des masses pour la défense des libertés démocratiques dans notre pays.

bretagne

CHIRAC :

BILAN D'UNE VISITE RATÉE voir page 4



PORTUGAL

manifestations à Lisbonne pour les salaires

A Lisbonne, le dernier week-end a été marqué par plusieurs manifestations, montrant la volonté des travailleurs de lutter contre la politique « de famine » du gouvernement. Deux manifestations contre la vie chère et le blocage des salaires, une vente dans les coopératives agricoles de leurs produits au centre de Lisbonne. De plus, les ouvriers du bâtiment ont fait, deux heures de grève pour l'ouverture des discussions sur les contrats collectifs de travail.

(voir page 8, les informations de notre correspondant Antoine JALLIEU)

SOMMAIRE

- p.4 : les vertus indignées de Deferre et Chirac
- P.4 : les robes noires dans la rue
- p.5 : luttes ouvrières ; Sotracomet vivra !
- p.6 : la « dictature du prolétariat » vu par la Pravda
- p.8 : Liban : les phalanges violent le cessez-le-feu

dans notre courrier

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris
de 8h30 à 13h

Critiques d'un camarade soldat à Muhlouse

- Sur les luttes : tous les mois il faudrait faire une rubrique qui soit un rappel des principales luttes qui se sont développées dans cette période : rappel des principaux mots d'ordre mis en avant, tirer le bilan de ces luttes, faire le point également sur des entreprises où on a eu lieu des luttes importantes, mêmes anciennes : où en est-on un an après Unimel, 2 mois après Air France, etc...

- Sur l'art et la littérature : développer cette rubrique. Tenir les propositions faites dans le 1er article sur l'art et la

littérature au service du peuple.

- Le reportage réalisé par Richard Feuillet sur le pays Bigouden est très intéressant : il a su reproduire l'atmosphère de la région, décrire de façon vivante les conditions de vie des gens et développer les idées au sein des masses. Ce style d'article est particulièrement riche, il est du même type que les articles faits sur les mineurs au moment de Liévin. Il montre à la fois que les travailleurs bretons sont bien comme tous les travailleurs, et leur caractère spécifique.

- l'article sur Marchais «la Dictature du Proletariat, c'est dépassé» : cet article est assez décevant. Il ne répond en fait pas au titre qui lui est donné, il est plus une critique de l'émission de télévision qu'un article sur la déclaration de Marchais à propos de la dictature du prolétariat. Il aurait fallu un article spécifique sur ce sujet (les stations de radio, la télé ont abordé cette déclaration) : cette déclaration est encore un pas en avant du parti révisionniste. C'était aussi l'occasion de développer ce que nous, nous entendons pas Dictature du Proletariat. L'article n'est pas assez percutant.

sur le show-business

Dans le numéro du 7/1, il y a un début d'enquête sur le showbusiness, à l'occasion de l'enlèvement de Monsieur Hagan. Je pense, vu l'importance que revêt à l'heure actuelle en France le showbusiness comme moyen pour opprimer les masses idéologiquement par l'intermédiaire des Clo-clo, Mireille Mathieu, Sheila et autres, que ça aurait dû être l'occasion pour le QdP de se livrer à une enquête beaucoup plus approfondie sur ce milieu. Evidemment, pour faire une telle enquête, il ne faudrait pas se

contenter d'analyser, mais commencer par enquêter, interviewer les jeunes, les femmes, les travailleurs sur comment ils ressentent ces idoles. Et il ne faudrait pas se contenter de mettre dans le Quotidien uniquement les interviews qui vont dans le sens de l'analyse des communistes mais aussi mettre des interviews qui expriment des idées fausses. Sinon, on ne convainc que superficiellement et on finit pas lasser car on rabache.

M. d'Asnières

Orléans : «on en parle dans les usines»

Parmi les sujets qui retiennent l'attention, un qui provoque des interrogations, c'est la mort de Chou En-Lai. Ce qui domine chez les travailleurs : «Oui, c'était un grand homme», mais la campagne de presse de la bourgeoisie le présentant comme un héros, suscite des interrogations. Ce que disent les gars : «Si après la mort de Chou En-Lai, la politique de la Chine change, c'est grave» ou, «On a confiance dans la Chine, mais si c'est un homme qui a tout fait, ça va pas», ou encore. «La Chine c'est mieux que l'URSS, j'espère que ça ne changera pas».

Au Quotidien de montrer que l'URSS est un nouveau pays capitaliste, de montrer que la Chine ce n'est pas le peuple plus quelques «dirigeants-héros», mais des millions de travailleurs conscients qui dirigent de bout en bout leur vie, avec leur Parti Communiste.

corr. UNELEC et SNCF

Ce qu'il manque dans le Quotidien du Peuple

- Le Quotidien doit contrer les informations de la presse bourgeoise, exemple, sur l'armée : il faudrait reprendre point par point pour démontrer au lieu de faire une critique générale.

Les émissions pour les enfants : l'une présentait la ville de Sochaux : c'était les frères Peugeot qui auraient fait le bonheur de la ville ! Les travailleurs n'apparaissent pas.

- Il faut davantage d'articles sur les émissions de télé, et pas seulement critiquer les émissions directement politiques. Exemple : actuellement, le feuilleton et les émissions sur les extra-terrestres. Car, le lendemain à la boîte on discute souvent des émissions de la veille.

- Il faudrait un article sur le tiers, dénonçant ce nouvel impôt, le fait que l'argent va au gouvernement. Il aurait fallu le faire après l'émission de télé où Zitronne a dit que les travailleurs boiraient s'ils ne jouaient pas.

Il faudrait des articles sur le socialisme que nous voulons par exemple : le problème de la région parisienne : les municipalités PC-PS font des logements «sociaux»... Comment transformer l'urbanisme.

De même pour la justice : il faudrait critiquer la justice en France en mettant en avant la justice en Chine et en Albanie car ce n'est pas des promesses, c'est une réalité donc un élément de réponse.

Compte-rendu d'une réunion de lecteurs de la banlieue Nord (St-Denis)

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

Je vous envoie un communiqué de presse

Je vous envoie un communiqué de presse, réalisé par le collectif des Résidences Universitaires de Citeaux, Bullier, Darreau, Daviel et Nanterre en lutte contre la politique de plus en plus brutale du pouvoir envers les étudiants issus des couches populaires et les plus défavorisés : ceux qui logent dans les cités universitaires et sont boursiers. Le mouvement de lutte touche actuellement plus d'une trentaine (36) de cités réparties dans toute la France.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les conditions de vie des étudiants continuent à se détériorer, en 6 mois, les tarifs des restaurants universitaires, des cafeterias, et des loyers en résidences universitaires ont augmenté de 25 %, alors que les bourses ont diminué en nombre et que l'augmentation de leur taux (13%) n'a pas suivi la hausse.

Ceci montre que la notion de service public, comme dans d'autres secteurs (SNCF, RATP, Sécurité Sociale...) disparaît des Oeuvres Universitaires. Or, la contribution de l'Etat n'est pas un privilège mais une nécessité pour les étudiants, et les récentes augmentations compromettent gravement les chances de réussite notamment pour les plus défavorisés : la nécessité d'occuper un emploi salarié, l'insuffisance des bourses : les charges excessives pour les parents, sont autant d'obstacles pour la poursuite des études.

Face à cette situation, les étudiants ont décidé de réagir, les résidences de Bullier, Citeaux, Darreau, Daviel, Nanterre, etc... collectent depuis plusieurs mois les loyers à l'ancien tarif.

La seule réponse de l'administration à cette action organisée et collective des étu-

diants est la répression : prélèvement sur les bourses, lettres de réclamation aux personnes ayant apporté leur garantie financière aux résidents.

L'administration refuse de nous traiter en personnes responsables et répond par le mépris à nos revendications. Cela ne peut que durcir la lutte. Le mouvement continue de s'étendre à Paris et en province sur l'initiative des associations autonomes et organisations étudiantes.

L'opinion, informée de ce problème doit nous apporter son soutien pour contraindre l'administration à ouvrir des négociations.

Les Associations des Résidences de Bullier, Citeaux, Darreau, Daviel, Nanterre.

Prenez contact : ARUC
4, rue de Citeaux
75 012 Paris

EN AVANT POUR LE DOUZE PAGES SIX JOURS SUR SEPT

Nos lecteurs ont pu le constater, samedi dernier, le «Quotidien du Peuple» est paru sur 12 pages, il en sera ainsi chaque semaine, et nous envisageons même de passer assez rapidement à 12 pages, deux fois par semaine (le mercredi et le samedi). Un tel passage doit nous permettre de nous acheminer progressivement vers le 12 pages quotidien.

Mais pour qu'un tel passage soit possible, il faut que les lecteurs prennent de plus en plus en charge la question du journal. Il faut que très nombreux, ils envoient leurs suggestions -plusieurs nous sont déjà parvenues- et critiques sur les nouvelles pages qui vont être mises en place, sur le format, etc... Tous les samedi, nous proposons une rubrique plus spécialement consacrée aux loisirs. Savoir ce que devra contenir le 12 pages, c'est en fait poser la question de ce qui manque aujourd'hui dans le quotidien, ce qu'il faut transformer. Cette question, c'est à vous lecteurs d'en débattre.

RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cedex 19
CCP 23 132 48 F PARIS
envoyez ce bon avec l'argent. Il vous sera retourné rapidement en guise d'accusé de réception.

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)
au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt(nombre)

Griffet : ils luttent depuis un an ...

des fermetures préméditées

Depuis le début du mois de janvier 1975, les travailleurs de Griffet luttent pour la défense de leur emploi en occupant l'usine nuit et jour. Comme à Titan Coder, les carnets de commandes sont pleins au dépôt du bilan : un an de travail ferme avec des commandes de la SNCF et presque cinq ans de prévisions avec un marché en cours de 500 grues pour l'Algérie, des commandes de l'armée et de la SNCF. «A la fermeture, à l'usinage, il aurait fallu embaucher 15 travailleurs de plus», affirment plusieurs travailleurs de ce secteur.

les mêmes moyens de lutte...

Comme à Titan Coder, les travailleurs ont manifesté avec leur matériel et une journée porte ouverte a été organisée en décembre.



Comme à Titan Coder, on a rencontré les mêmes tentatives de division : les 90 % remis en cause tous les trois mois, plusieurs plans de reprise se succèdent pour démobiliser en laissant pourrir toujours plus la lutte.

Le dernier fait marquant dans la lutte des «Griffet» : la vente d'une grue à la Lybie dans le but de prouver que : «le matériel fourni est totalement fiable et de montrer la volonté des travailleurs de faire tourner Griffet» (selon l'intersyndicale CGT-CFDT et CGC). Cette action rappelle celle des ouvriers de Titan Coder remettant leur usine en route avant la journée porte-ouverte du 19 décembre pour «faire la preuve de leur volonté unanime de maintenir et d'élargir la lutte pour la garantie de l'emploi de tous au travers d'une reprise de l'activité industrielle... dans l'unité du manoeuvre à l'ingénieur».

quelle issue ?

Quel a été le résultat pour les travailleurs de Titan-Coder de cette marque de bonne volonté de «remise en route de l'usine avec sérieux et discipline» : ... la reprise d'un tiers d'entre eux avec perte des avantages acquis !

Aujourd'hui les travailleurs de Griffet sont face aux mêmes menaces. Certains pensent que Griffet et Titan Coder «c'est pas pareil». Où est la différence ? La liquidation partielle ou totale de Titan Coder comme de Griffet n'est que le résultat de la compétition des capitalistes entre eux pour restructurer leur secteur et accroître leurs profits : Trailor, Fuehauf et Titan Coder dans un secteur, Poclain, Creusot-Loire, Griffet... dans un autre. Mais les bénéficiaires sont toujours les mêmes.

tirer le bilan de plus d'un an de lutte

Les «Griffet» doivent tirer le bilan de la limite des actions expérimentées par eux et par les «Titan Coder» sans attendre d'être obligés d'accepter une solution de désespoir. Dans ce bilan de la lutte

menée depuis plus d'un an, plusieurs questions se posent, les travailleurs veulent en débattre :

• Pourquoi n'y a-t-il plus eu de manifestations avec les grues et le personnel ? L'interdiction par la préfecture des sorties est-elle réellement un obstacle à toute manifestation avec le matériel alors que pour le rassemblement des usines en lutte aux Champs de Mars, à Paris en juillet 75, une grue est partie par la route sans inquiétude pendant 1 600 km aller-retour !

Ce refus de manifester avec le matériel à Marseille n'a-t-il pas porté un coup décisif à la volonté de lutte ? N'a-t-il pas été un facteur de démobilisation d'une partie des travailleurs ? Cette forme de manifestation n'est-elle pas aujourd'hui un moyen très efficace pour populariser la lutte et montrer la combativité des travailleurs pour la défense de leur emploi ?

• Pourquoi aujourd'hui une autre forme de lutte a remplacé les manifestations

de masse : la vente d'une grue à la Lybie pour montrer que le matériel fourni est «totalement fiable» ? L'argument de choc de cette «nouvelle forme de lutte» est de montrer que contrairement aux dires des concurrents, le matériel Griffet n'est pas démodé, la preuve serait que «Les clients étrangers n'hésitent pas à faire confiance au matériel Griffet alors qu'aucun service après-vente ne sera assuré». Comme si les travailleurs pouvaient réellement croire que les concurrents (Poclain, Houlotte... sans oublier l'Espagne) ne feraient pas un petit effort pour assurer ce service après-vente pour obtenir les marchés lybiens ou algériens (500 grues à fabriquer) ? A titre d'exemple, les garagistes de la région marseillaise réparent et parviennent à remettre en état des grues Griffet avec des pièces d'autres concurrents (changement de pompes, de compresseurs...).

vendre des grues : pour qui ?

De plus, la lecture de la presse donne l'idée que c'est une initiative de tous les travailleurs et qu'ils en sont les bénéficiaires : «un petit Lip en quelque sorte». Qu'en est-il en fait ? Des 40 millions de la vente d'une grue (qui en vaut 65 !), aucun centime n'est allé dans la poche des travailleurs, si ce n'est «plus de 500 000 AF pour les réparations et la remise en route de cette grue venant s'ajouter dans la caisse de l'intersyndicale, comme l'a déclaré le délégué syndical CFDT (ancien directeur commercial du secteur national !).

Comme le savent de nombreux travailleurs, ces 40 millions ont été encaissés par la Société Lyonnaise de Bail. Le délégué CFDT a lui-même déclaré : «Pour te dire la vérité, tout ce qui a été dit aux journalistes, à la presse, c'est faux. La vérité, c'est que cette grue, comme d'autres, n'appartient pas à Griffet mais à la Société Lyonnaise de Bail, société appartenant au Crédit Lyonnais. Et c'est un client lybien de la Slybail qui a voulu acheter cette grue. Des représentants de la Slybail sont venus discuter avec l'intersyndicale pour nous faire accepter

de débloquer une des grues entreposées à Griffet».

Résultat, les travailleurs ont répondu «massivement» à cet appel : une poignée de cinq ou six a accepté de réparer cette grue pour la faire embarquer sur le cargo «Condor» ! Leur espoir : débloquer d'autres commandes. Mais le danger est que ces commandes concernent uniquement la part de grues de la Slybail. Donc inconsciemment ou non, l'intersyndicale a joué le rôle de vendeur au profit de la Slybail et par là le rôle du syndicat de liquidation. Car le danger réel est bien de liquidier le seul atout des travailleurs : s'il n'y a plus aucune grue, plus besoin de se poser la question d'aller manifester avec et d'avoir une arme de lutte.

«Pour les travailleurs, ces grues sont comme des otages», explique le délégué CGT qui, après cette vente, reconnaît que cette action va contre l'intérêt des travailleurs, que c'est une erreur. Pour lui comme pour tous les travailleurs, plus question de vendre une autre grue.

refuser d'entrer dans la logique capitaliste...

Le seul moyen pour les travailleurs de prouver leur volonté de défendre leur emploi est-il de vendre des grues ? Et donc d'aider l'entreprise à payer ses dettes et certains clients (comme Slybail) de liquider leur stock ? Certainement pas !

Aujourd'hui, les travailleurs doivent-ils attendre sans savoir à quelle sauce ils vont être mangés ? Un plan Passot avec le Crédit Lyonnais serait dans l'air avec la reprise de 130 personnes (encadrement et production) au maximum, d'ici un an après la reprise, sans savoir le nombre d'ouvriers au départ, et sans garantie !

En tirant les leçons de la lutte prolongée des ouvriers de Titan Coder, qui n'étaient toujours que 620 en novembre 75, les «Griffet» doivent lutter contre l'illusion qu'en faisant un geste vers les clients (qui sont aussi des patrons !) et vers d'éventuels patrons, ces mêmes patrons et clients seront «reconnaisants» envers les ouvriers pour ne pas rayer Griffet de la carte économique.



Tous les travailleurs ont en mémoire la «reconnaissance» de M. Max Griffet, bon paternaliste, qui après des années «d'exploitation en famille», n'a pas hésité à les mettre au chômage.

Les travailleurs n'ont pas pour but de faire la preuve de la rentabilité de l'entreprise pour sa réouverture ! Toutes les richesses qui sont dans l'usine sont le produit de la sueur de tous les «Griffet» qui, seuls, ont le droit d'en disposer !

Le but de la bourgeoisie est de faire entrer les travailleurs dans la logique capitaliste : réduire le nombre de travailleurs sous prétexte de difficultés économiques.

... c'est refuser la division

Si les patrons parviennent à ce but, les travailleurs organisent leur propre perte

et feront leur propre police : «Tant pis si ceux qui ne viennent pas occuper ne sont pas repris» pensent déjà certains. Cette logique divise tous ceux qui ont réellement créé les richesses de l'usine en sacrifiant une partie d'entre eux. Si certains doivent faire les frais de la reprise que ce soit les patrons et leurs larbins improductifs qui n'étaient là que pour augmenter les cadences, faire subir les brimades... et comme tous les parasites, pour s'approprier les richesses produites par les travailleurs !

recréer l'unité de tous les travailleurs...

L'avenir de tous les travailleurs de Griffet, comme celui des Titan Coder, Longoménil, Lozai-Babcock ... est inscrit dans le plan de restructuration des capitalistes et seul, le développement et le renforcement de la lutte dans l'unité fera échouer ces plans. Ce n'est pas en cherchant une solution, chacun dans son coin, que la lutte se renforcera comme les travailleurs peuvent malheureusement le constater aujourd'hui : réunion CGT d'un côté, réunion CFDT de l'autre, sans la participation de non-syndiqués pourtant nombreux. «Ils ne sont même pas d'accord entre eux, il n'arrêtent pas de se tirer dessus», disent de nombreux non-syndiqués qui ne sont pas anti-syndicalistes.

... c'est remettre la démocratie à l'ordre du jour

Il est nécessaire que les travailleurs organisent une Assemblée Générale qui ne soit pas une simple réunion d'information mais où les syndiqués et les non-syndiqués puissent exprimer leur point de vue sur la poursuite de la lutte dans une réelle démocratie ouvrière comme le veut un grand nombre d'entre eux.

... pour imposer la victoire...

Cette Assemblée Générale doit permettre de mieux préciser les obstacles au développement de la lutte et les conditions de la reprise, quel que soit le patron pour la défense de l'emploi de tous les travailleurs.

... et défendre le droit syndical

Au moment où la bourgeoisie remet en question le droit syndical, il est nécessaire, plus que jamais, que s'instaure la démocratie syndicale et que les travailleurs prennent fermement en main la direction de leurs luttes. C'est à une inter-syndicale de lutte dans l'unité qu'aspirent les travailleurs, ils ne veulent plus que ce soit un lieu de compétition et de querelles entre chapelles concurrentes.

NON GRIFFET NE SERA PAS TITAN CODER !

EN AVANT VERS LA VICTOIRE DANS L'UNITÉ !

Robert RIVIERE

politique

«Etudier les problèmes, rassurer», tels étaient les buts de Chirac en Bretagne : en clair, il s'agissait de juguler la profonde révolte des travailleurs qui monte dans la région, de tenter de les associer aux «difficultés» de la bourgeoisie, «il faut être raisonnable» : ce fut un échec.

DE MESSMER A CHIRAC UNE MEME POLITIQUE

En fait, depuis le voyage de Messmer en 73, les travailleurs bretons, loin d'avoir vu leur situation s'améliorer ont connu le «redéploiement» notamment dans les secteurs de l'alimentation (conserves), du textile, dans le bâtiment... et ici il n'y a rien d'autre. Parallèlement dans l'agriculture, on a assisté à la disparition accélérée des petites exploitations, fruit de la concentration capitaliste, les prix à la production n'ont cessé de baisser (viande) quant aux petits pêcheurs, ils ont vu le prix du poisson stagner, les charges augmenter ; voilà ce que Chirac appelait à Quimper «on a déjà fait beaucoup pour la Bretagne» !!!

La venue de Chirac, ses buts ont été un échec : de l'usine «modèle» Olida où il s'est vu conspué aux cris de «Chirac dehors» «halte au chômage» en passant par Quimper (7 000 manifestants) ou Lorient où les travailleurs et les pêcheurs en cessant le travail massivement ont montré qu'ils refusaient la mort de leur région et dans l'industrie comme dans la pêche de faire les frais des restructurations capitalistes. Face aux luttes qu'ils mènent les travailleurs bretons se voient réprimer par les flics, réprimer pour leur combativité comme à Olida, Donval : cette répression qui, aujourd'hui s'accroît jusqu'à l'emprisonnement de syndicalistes, ils l'ont dénoncé aux cris de «libérez nos camarades». Mais, c'est dans les grèves quotidiennes qu'ils luttent pied à pied contre le remède en cause des atteintes aux libertés démocratiques notamment le droit de grève comme à Donval où des débrayages ont empêché le licenciement de délégués.

ALLEMAGNE : LES OEUVRES DE MARX SERONT-ELLES INTERDITES ?

Le Bundestag a adopté vendredi 16 janvier un projet de loi visant à punir de trois ans de prison les auteurs d'ouvrages «approuvant ou préconisant la violence dirigée contre l'existence de la RFA ou ses principes constitutionnels». C'est la troisième fois, en un an, que la bourgeoisie allemande réforme le code pénal et le code de procédure pénale, afin de renforcer la répression anti-ouvrière et de mettre toujours plus à nu sa dictature. La fraction la plus terroriste de la bourgeoisie allemande, la fraction «démocrate-chrétienne», réclame de sévères sanctions contre le «terrorisme spirituel», c'est-à-dire les ouvrages «et leurs auteurs» de sociologie, de politique, critiquant «les rapports sociaux» en RFA. Les débats au Bundestag ont porté sur le point de savoir si les œuvres de Karl Marx, prônant la violence révolutionnaire, étaient passibles d'interdiction, comme Hitler l'avait déjà décidé dès 1933.

BRETAGNE: voyage éclair dans la tempête

Les 800 travailleurs d'OLIDA à Chirac : «libération de nos camarades emprisonnés»...



Les propos de Chirac disant qu'il avait assisté «à des manifestations bon enfant» ne saurait cacher la peur de la bourgeoisie, des luttes qui montent dans la région et de l'unité populaire qui se forment avec différentes couches de la population de la région où ce sont des villages entiers qui s'élèvent contre les fermetures d'usines. Oui, les travailleurs bretons montrent la voie pour faire payer la crise à la bourgeoisie.

Richard FEUILLET

Les patrons : "tout le monde nous deteste"

Laissant à d'autres des arguments plus subtils, «Le journal du Dimanche» a opté pour l'artillerie lourde, choisissant délibérément les procédés les plus grossiers. L'article de Victor Franco de dimanche en est un nouvel exemple.

Pour montrer qu'il est un journaliste indépendant, Franco a eu l'audace de sa vie, il n'en est pas encore revenu, on le sent dans la façon dont il nous raconte son exploit : «Une question me brûlait les lèvres. Finalement jeudi soir, je me suis décidé». A un patron il demande «Êtes-vous un salaud ?» Comme un larbin qui a laissé échapper un gros mot devant ses maîtres, il s'attend au pire : «Je m'attendais à le voir bondir, me désigner la porte». Rassurons-nous, Franco conservera ses appointements. Il ne lui serait jamais venu tout seul à l'idée

de poser cette question : s'il l'a fait c'est qu'on lui avait demandé. Tout l'article de Franco n'est qu'une longue énumération des plaintes des patrons.

«Tout le monde nous deteste. Il s'est créé un véritable racisme anti-patron». L'un d'eux en a même perdu «de boire et de manger». Quels sont donc les drames des patrons ? Les licenciements ? Renvoyer un salarié «C'est mon plus grand drame» gémit l'un d'eux.

Les syndicats c'est la bête noire «notre cauchemar», le flic, un véritable ennemi, à tel point qu'il faut frauder, les inspecteurs du travail «ont la tête farcie de préjugés contre les patrons». Les pires de tous ce sont les militants révolutionnaires que les patrons appellent «gauchistes», avec eux «c'est la guerre».

C'est tellement dur pour les patrons que certains

avouent qu'ils ont parfois envie d'abandonner, mais jusqu'à maintenant ils s'en sont tous gardés. Soit par dévouement envers leur progéniture tel ce patron qui verse à son fils en plus de son salaire normal de collaborateur, certainement consistant «deux ou trois millions (à un million près c'est difficile de préciser) en plus par mois». Soit par dévouement envers la société.

«Mon rêve explique un patron c'est d'avoir un jour mon buste sur la place de mon village, avec cette simple mention : «à un fabricant d'emploi et de richesse». Le reste m'importe peu». C'est bien cela le rêve des patrons, passer pour ceux qui créent les richesses, et être aimés de ceux qu'ils exploitent, et qui sont eux les véritables créateurs de richesses. Il ne leur suffit pas de nous exploiter il leur faut notre reconnaissance !

Les robes noires dans la rue

Manifestation inhabituelle, samedi à Paris du Palais de Justice au Ministère de la Justice, Place Vendôme. On n'avait jamais autant vu les robes noires des avocats sur le pavé. Ils étaient près de trois mille, en cortège silencieux, ménageant leur outil de travail. Il fallait donc un important motif pour faire descendre les avocats dans la rue.

Il y a deux semaines que ce mouvement débutait à Nantes par une grève, qui devait s'étendre progressivement à la Bretagne, avant de déboucher sur la manifestation de samedi. Dès le début de la grève, le conseil de l'ordre apportait son appui, et reprenait à son compte les revendications.

La colère des avocats est dirigée contre la réforme de la loi sur le divorce. Le nouveau décret mis en application à partir du premier janvier restreint le rôle de l'avocat dans la procédure du divorce. Il fallait auparavant obligatoirement passer par un avocat pour divorcer. On peut désormais s'en passer. La demande de divorce en cas de consentement mutuel, peut

être faite par un des époux. Les procédures postérieures au divorce ainsi que les changements de régime matrimonial se feront sans avocat.



Pour les avocats, c'est une source considérable de revenus qui risque de disparaître et c'est ce qui explique leur mécontentement et leur presque totale unanimité. Le conseil de l'ordre des avocats et le syndicat des avocats de France sont unanimes dans la protestation. Il s'agit donc là d'un mouvement purement corporatif pour la défense des intérêts matériels de la profession. Au premier rang

LES VERTUS INDIGNÉES DE DEFERRE ET CHIRAC

«Deferre a trahi ses électeurs», c'est un «otage» du PCF, c'est ce que Chirac a déclaré pendant son voyage en Bretagne, trop content de faire diversion devant la colère des paysans, pêcheurs et ouvriers betons. Il faisait allusion à la récente décision du maire de Marseille de retirer leur délégation d'adjoints à quatre centristes, avec qui le PS était allié pour gérer la mairie de Marseille. La réponse de Deferre ne s'est pas fait attendre : Chirac, dit-il, est mal placé pour parler de la trahison car «il a trahi son parti» au moment des élections présidentielles, et il «a touché le denier de Judas» en obtenant le poste de premier ministre de Giscard. Enfin, Deferre a affirmé que Chirac «allait sans doute trahir Giscard plus vite qu'il n'avait trahi Chaban». Ces échanges aimables annoncent que les luttes sont ouvertes pour les prochaines élections municipales et cantonales. La question des alliances se pose de façon aiguë pour tous ces partis qui veulent tromper les masses et récolter leurs voix.

Si Deferre s'est débarrassé de quelques uns de ses alliés centristes, c'est pour éviter de prêter le

flanc aux critiques du PCF. Il veut constituer des listes sans les centristes, ni le PCF, avec lequel il n'a pas choisi de rompre l'alliance, afin de jouer au mieux son rôle de parti charnière entre la gauche et la majorité.

Quant à Chirac, il veut discréditer le PS. L'UDR qui veut maintenir dans la majorité sa position dominante, craint comme la peste ce rôle de charnière du PS, et une éventuelle alliance des Républicains Indépendants et du PS qui lui serait fatale.

On voit que les accusations réciproques traduisent donc une concurrence avivée.

Quant à la «trahison», ni Deferre, ni Chirac n'en ont le monopole et ce ne sont pas les protestations vertueuses de Mitterrand qui vont le cacher. Ce dernier a en effet déclaré : «La droite nous insulte parce que nous sommes fidèles à nos engagements». Mais la trahison, le retournement de casaque, le repas à tous les rateliers, sont des pratiques courantes chez les hommes politiques de la bourgeoisie. Ces gens-là n'ont pas d'idées à défendre autres que celles qui servent leurs intérêts.

Paul LEFORT

LA POLICE AU SECOURS DE MOON

Madame Amadeo avec l'aide de sa famille avait «enlevée» sa fille de 22 ans, Marie-Christine qui avait rejoint il y a quelques jours la secte religieuse de Sun Myung Moon, estimant qu'elle avait subi un lavage de cerveau. Elle désirait la faire soigner. Les adeptes

de Moon ont aussitôt alerté la police qui a ramené Marie-Christine au manoir où ils sont installés. Cette secte qui se nomme «les pionniers du nouvel âge» est dirigée par un Coréen du Sud, dont le premier objectif est la lutte contre le communisme.

Le Conseil de l'ordre des avocats a annoncé une grève, de mercredi prochain au mercredi suivant, s'ils n'obtenaient pas satisfaction, des protestataires on trouve d'ailleurs les pires réactionnaires, comme Tixier Vignancourt le propagandiste de Pétain, le défenseur de

Serge LIVET

SOTRACOMET TIENDRA, SOTRACOMET VIVRA

A Maizières-lès-Metz, un grand panneau qu'on ne peut pas ne pas voir : «en grève, on lutte pour l'emploi», et sur le mur de l'entreprise : «Sotra vivra», écrit à la graisse. Contre le démantèlement, contre les 454 licenciements, les ouvriers de Sotracomét sont en lutte depuis près de 3 mois.

miers bruits de licenciements. Le directeur rassura tout le monde avant les vacances, il «suffisait de ramener tout le monde à 40 H, et de baisser les forfaits de 10 %. Alors, l'entreprise serait viable». Et c'est pendant les congés que Sotracomét déposa son bilan. Dès la rentrée, une réunion d'informa-

tion est organisée par la CFDT. Le 8 septembre, l'entreprise était en liquidation judiciaire, le 27 octobre, la totalité du personnel apprenait son licenciement ! En dix minutes, 100 % du personnel se mettait en grève, c'était le

jour 1 de la grève, on en est au 84ème aujourd'hui. Mardi dernier, c'était le jugement. Je discutais avec un camarade du comité de grève à l'entrée de l'usine plusieurs dizaines de travailleurs arrivent : «Allez vite, il faut partir au tribunal, le journaliste il n'a qu'à venir avec nous !» Le cortège de voitures dé-

le refroidir, s'il s'imaginer qu'on s'essouffle et que la lutte va pourrir». Un camarade m'explique les conceptions sur la grève. «C'est très important qu'il y ait une véritable démocratie, que tous les jours on fasse une AG. Il faut parfois se bagarrer pour que les petits problèmes ne viennent pas saper la lutte surtout après presque trois mois, on est tendus. Mais n'en déplaise aux flics, on n'est pas encore fatigués et c'est pas demain qu'on laissera tomber ! Jour et nuit l'usine est gardée». Le résultat du jugement ne sera donné que jeudi. Dans l'après-midi, les grévistes me feront visiter les ateliers et le parc. En visitant l'usine, j'ai compris que les flics n'auraient pas la part belle, s'ils essayaient d'enlever le matériel : tous les ponts sont tombés en panne, les grues aussi et il y a des tonnes et des tonnes de ferraille derrière les portes... pour tout nettoyer il faudrait des jours et des jours aux flics, quelques heures aux grévistes...

BRISER L'ISOLEMENT

A la réunion des comités de soutien, le soir, la préoccupation principale, c'était de briser l'isolement, le mur du silence qui est

Les charognards à l'affût :

Devant la détermination des travailleurs qui occupent l'usine où se trouve du matériel plusieurs vautours sont venus rôder pour proposer des plans de rachat de la boîte. Parmi eux, on retrouve de vieilles connaissances : la CFEM, les frères Munch et un troisième individu, de triste renom, Haudebourg. Pour la CFEM, qui possède une unité à Maizières, il ne s'agissait que de reprendre les murs et du matériel. Les frères Munch (leur nom est familier aux travailleurs lorrains) reviennent régulièrement quand une usine est sur le point de fermer. Des mauvaises langues assurent que les primes à l'embauche octroyées par l'Etat n'y sont pas pour rien ! Quant à M. Haudebourg, c'est d'abord à l'usine de Micheville qu'il s'est distingué. Il y a rempli à merveille le rôle que Wendel lui avait assigné : CROQUE-MORT ! En quelques années, il ferme la boîte, licencie tout le monde, assure le monopole de la sous-traitance à son ami, le négrier Balbinot, fait ses valises et s'en va à Saint-Dizier, avec ses hommes de main. Son passage à Villerupt n'est pas prêt d'être oublié : c'est lorsqu'il y était directeur-liquidateur que 7 ouvriers sont morts en moins d'un an ! A Saint-Dizier, il déclarait publiquement : «Sur 4 ouvriers morts à Micheville, trois viennent mourir là parce qu'il faut bien mourir quelque part !». Ce que proposait Haudebourg, c'était de passer de 40 h à 32 h, de prendre des congés pendant l'hiver, en acceptant des mutations, des réductions de salaire et quelques licenciements, le tout sans qu'aucune commande ne soit assurée !

Inutile de préciser quelle a été la réaction des travailleurs...

fait autour de la lutte. La solidarité existe, elle se développe, mais la presse bourgeoise fait le black-out. Sotracomét pourrait faire tache d'huile dans la région. La réunion se terminera après avoir décidé d'éditer une affiche et de renforcer la popularisation. Le Quotidien y con-

courra, la lutte de Sotracomét est une réponse à la politique de crise, c'est un exemple pour les travailleurs lorrains. La journée que j'ai passée à Sotracomét m'en a convaincu, Sotracomét vivra.

d'après une corres. de Michel LORI



La Société Lorraine de Constructions Métalliques avait fusionné en 67 avec la TFM de Maubeuge. L'entreprise comptait alors 800 personnes. Début 75, le patron sacrifiait Maubeuge. Peu après, en avril, arrivèrent les pre-

miers bruits de licenciements. Le directeur rassura tout le monde avant les vacances, il «suffisait de ramener tout le monde à 40 H, et de baisser les forfaits de 10 %. Alors, l'entreprise serait viable». Et c'est pendant les congés que Sotracomét déposa son bilan. Dès la rentrée, une réunion d'informa-

tion est organisée par la CFDT. Le 8 septembre, l'entreprise était en liquidation judiciaire, le 27 octobre, la totalité du personnel apprenait son licenciement ! En dix minutes, 100 % du personnel se mettait en grève, c'était le

A Berliet : avertissement pour «grève illicite» !

La direction vient de donner «un avertissement pour grève illicite» à 15 ouvriers qui avaient décidé, le 31 décembre, de prendre le temps de se laver les mains à l'heure du casse-croûte. La sanction, «avertissement» est liée à la crainte de la direction de voir s'engager un mouvement, mais la justification, elle, est d'importance. Par delà, c'est la mise en garde de la direction contre les mouvements qui se sont déroulés dans cet atelier : mouvement qui portait sur la lutte contre les cadences et les accidents du travail. En effet, en quatre mois, au CD1 ligne 1, ce sont 5 travailleurs qui ont été grièvement blessés suite à l'utilisation du pont roulant. Si la direction croit pouvoir, par son attitude, diminuer la colère des travailleurs, elle se trompe !

Correspondant Berliet

Elfit-Mafit (Thomson) à Macon : les grèves s'étendent dans la Thomson !

Les travailleurs d'Elfit-Mafit à Macon, usine récemment rachetée par la Thomson, spécialisée dans la fabrication des fils et câbles électriques, sont en grève depuis plus d'une semaine. La production est totalement arrêtée. La lutte porte sur l'augmentation des salaires, le 13^e mois et l'amélioration des conditions de travail. La grève est suivie par la très grande majorité des ouvriers, elle doit s'affronter aux premières manœuvres de la direction (envoi d'huissier, etc...). Cette lutte rejoint celles qui se déroulent actuellement dans l'ensemble du trust comme à Thonon ou à Vélizy... Elle est significative du refus grandissant des ouvriers de la Thomson de la hausse des cadences et du blocage des salaires ; de leur volonté de passer à l'offensive !

halte au chômage partiel, chez ALMECA

Des débrayages sont en cours à la Société Almecca, en Seine-St-Denis, pour s'opposer aux réductions d'horaires avec pertes de salaires qui viennent d'intervenir, touchant les trois quarts du personnel, avec des pertes qui vont de 50 F à 100 F (chez ceux qui travaillent en équipe qui perdent leur prime). La CGT invoque «un cas de rupture du contrat de travail» du fait du passage arbitraire de l'équipe en normale. Une première entrevue avec l'inspection du travail et la direction a eu lieu pour refuser les diminutions d'horaires avec diminutions de salaires et la compensation des pertes déjà subies.

LES CANTINES D'USINES, C'EST UNE AUTRE SOURCE DE PROFIT POUR LES PATRONS

Lundi 5, les repas à Alcatel ont augmenté de 11,2 %. La qualité est restée la même : il y a toujours des cailloux dans les patates, des chenilles dans les choux, de la terre dans la salade.

Le lundi 12, les sections syndicales CGT et CFDT décident de lancer une «opération-gamelle» pour le jeudi et le vendredi suivant, en gardant un point de vue pessimiste sur la volonté des ouvrières à lutter contre cette augmentation. En fait, la grève est suivie à 80 %.

Aujourd'hui lundi, le mouvement continue, les questions qui se posent chez les ouvrières ne sont pas : est-ce qu'on peut gagner ?, comme la pose en fait les dirigeants

des sections syndicales, mais comment gagner ?

«Lundi, pendant les heures de repas, nous ferons des assemblées générales afin de voir comment s'organiser et même si les UL refusent de nous aider pour avoir des plats chauds, nous prendrons d'autres moyens. Le patron essaie de casser la grève en disant qu'il n'y peut rien, que la cantine, c'est l'affaire d'un restaurateur extérieur à l'entreprise».

Lundi, en poursuivant la grève, en organisant des assemblées générales, nous montrerons au patron que nous ne sommes pas décidées à nous arrêter, que nous lutterons malgré le défaitisme des syndicats.

Corr. LILLE

zup de Vénissieux : LUTTE CONTRE L'AUGMENTATION DE L'EAU

A la ZUP de Vénissieux, les habitants des différentes sociétés de HLM (Logirel, HLM du Rhône, Société Lyonnaise, etc...) refusent la hausse des prix.

Une action organisée par le CIL (Comité d'Intérêt Local) a débuté il y a trois mois pour refuser les augmentations de l'eau qui varient de 30 à 45 % suivant les promoteurs. Lorsque les habitants ont reçu leurs échéanciers (provisions d'eau pour l'année précédant la facturation définitive), ce sont 80 % d'entre eux qui ont décidé de ne pas payer leurs provisions et de ren-

voyer leurs échéanciers à la CGE (compagnie générale des eaux).

Des délégations à la CGE par quartier sont organisées. La CGE nie l'évidence, et dit que d'après ses chiffres, l'augmentation ne serait que de 3 % ! Et elle menace de mettre l'affaire devant le contentieux. Les revendications sont les suivantes :

- refus de payer l'augmentation
- paiement de l'eau sur la consommation et non au forfait.

Une manifestation est prévue pour bientôt.

«UNE MAIRIE «DE GAUCHE» CONTRE LES CHÔMEURS

La mairie d'Hérouville-Saint-Clair près de Caen, de gauche (PS), «défend les travailleurs !!!» en augmentant leurs impôts ! Le Comité de lutte contre le chômage a fait circuler une pétition demandant la suppression des impôts pour les chômeurs et du système des 10 % pour retard de paiement, et protestant contre la hausse systématique des impôts.

La mairie s'est sentie obligée de répondre à cette

son salaire pour payer les impôts locaux, ceci n'étant qu'un cas parmi d'autres !

Ensuite le problème des chômeurs obligés de payer des impôts locaux a été soulevé. Le maire a répondu que si on ne faisait pas payer ces personnes, ce serait aux autres travailleurs de supporter une charge plus importante. Mais s'il y a des cas difficiles, la mairie est pré-



te pétition et a organisé des réunions pour expliquer comment les impôts étaient calculés. Au cours d'une de ces réunions, l'adjoint au maire s'est lancé dans de grandes explications, incompréhensibles pour la majorité des personnes présentes. Puis le maire expliqua qu'étant donné le système de paiement national, la mairie ne peut rien faire. Une camarade donne l'exemple d'une mère de famille de cinq enfants, divorcée, victime d'une saisie sur

te à étudier leurs problèmes avec eux.

Il y a 8 000 personnes à Caen et aux alentours qui sont dans ces «cas difficiles», plus tous les travailleurs de la SMN qui sont en chômage partiel ! Le Comité de lutte contre le chômage appelle tous ces «cas difficiles» à venir le rejoindre pour lutter pour la suppression des impôts locaux pour les chômeurs et pour des bus gratuits pour les chômeurs.

Corr. CLCC - Caen

LA "DICTATURE DU PROLETARIAT" VUE PAR LA PRAVDA

La Pravda, journal officiel soviétique, a publié samedi un long article qui déclare que c'est «grâce à sa dictature que la classe ouvrière a créé une puissante organisation sociale d'Etat, atteint les sommets de l'instruction et de la culture, créé constamment l'histoire, construit le socialisme et le communisme».

UNE DICTATURE DE QUELLE CLASSE ?

Malgré les déclarations des dirigeants russes, l'oppression qui existe dans ce pays commence à être connue. L'affaire Pliouchtch, la projection sur le camp de travail de Riga, la publication du nombre des prisonniers politiques ont récemment montré une partie de cette réalité. Mais la vie réelle des ouvriers et paysans est moins connue. On sait moins que 50 % des paysans des kolkhozes et 20 % de la population urbaine sont en dessous du minimum vital. C'est pourtant l'agence officielle TASS qui a chiffré, en novembre 74, le nombre de «pauvres» à 25 millions. On apprendrait récemment que le pain manque en



URSS, en raison des priorités économiques qui font que toute l'économie est tendue vers la course aux armements avec les USA : 20 % du revenu national sont consacrés aux dépenses militaires, pendant que la part des biens de consommation ne cesse de baisser. La police est renforcée dans les quartiers. Les cas de corruption comme celui que relate la Pravda elle-même (voir dans cette page), sont légion.

Ainsi, les textes, marxistes en apparence, la proclamation de la fidélité à

Lénine, ne sont là aujourd'hui que pour masquer la misère et l'exploitation des ouvriers et des masses. Quand un dirigeant russe parle aujourd'hui de «dictature de la classe ouvrière», c'est comme quand Chirac parle en France de «liberté». A cette différence près que quand Chirac parle, tous les ouvriers conscients savent qu'il ment, alors qu'il peut subsister encore, en raison de l'histoire, des illusions sur l'URSS actuelle. Il faut bien pourtant se rendre à l'évidence : les dirigeants actuels qui vivent de la misère du peu-

ple ont restauré le capitalisme. Ils ont éliminé tous les ouvriers révolutionnaires des postes de commande qu'ils avaient conquis dans l'Etat, avec Lénine et le PCUS. Simple-ment, la bande de Brejnev, à la différence d'autres bourgeois, cache sa politique derrière une référence constante et formelle au marxisme-léninisme.

UN COUP DE SEMONCE A MARCHAI

Mais, la publication de l'article n'est pas fortuite : elle vient en effet au moment où Marchais a déclaré que la dictature de la classe ouvrière est une notion périmée.

Cette divergence évidente ne traduit évidemment pas une opposition entre révolutionnaires conséquents et révisionnistes. Marchais et Brejnev sont en effet dans le même camp ; mais il s'agit de pressions ouvertes du social-impérialisme russe sur le PCF. Ces pressions sont constantes et elles trouvent un écho dans les batailles de factions à l'intérieur du PCF pour le pouvoir. L'article vient encore aggraver l'état des relations entre les

différents partis révisionnistes d'Europe, qui, depuis plus d'un an, n'arrivent pas à se mettre d'accord pour tenir leur conférence et adopter des positions communes.

Mais l'URSS dispose de multiples moyens de pression sur le PCF, pour l'empêcher de s'opposer fondamentalement à elle. Tout en critiquant certains aspects trop criants de la politique de répression qui sévit en Union Soviétique, le PCF la présente cependant comme le fin du fin du socialisme existant. Il y

aurait, pour lui, un pays «socialiste», l'URSS, où les libertés n'existent pas pour le peuple. En 1917, disent les révisionnistes, l'URSS était trop «sous-développée» pour avoir la liberté. Comme s'il pouvait exister un socialisme sans des libertés multipliées de façon inouïe pour les masses populaires ! En tous les cas ce nouvel avatar des querelles dans le camp révisionniste, vient encore aviver les luttes sourdes qui le lézardent.

Paul LEFORT

Pologne : réouverture des commerces privés

Varsovie, en plein hiver, connaît une pénurie de viande et de pain qui oblige les ménagères à faire la queue des heures entières dans le froid, avec le maigre espoir de pouvoir acheter - cher - un peu de viande ou de pain dans les boucheries et boulangeries nationalisées. Pour «tenter de résorber» cette crise, la nouvelle bourgeoisie polonaise vient de décider que le secteur privé pourra de nouveau produire de la charcuterie et du pain. En d'autres termes, à crise capitaliste, solution capitaliste !

En URSS, "le malheur des uns fait le bonheur des autres"

Dictature de la classe ouvrière ? C'est ce que le régime soviétique vient de se flatter de représenter. Un article de la «Pravda» qu'un lecteur vient de nous faire parvenir, donnera une idée du mensonge que cela représente.

A Injavino, chef-lieu de district, le début du printemps dernier a été massivement célébré par les «travailleurs du samedi». Vêtus de leur salopette ouatinée, les gens démontraient briques par briques les murs du bâtiment inachevé de l'hôpital. On démonte tout jusqu'aux fondations. Et quand on découvre les fondations quel-qu'un s'écria :

— Eh les gars, c'est pas des fondations, c'est un tas d'ordures. Un vrai mélange de gravats et d'argile...

Il se trouve que quand on mit en chantier le nouveau bâtiment de l'hôpital le chef de chantier du Trust Régional de Réfection des bâtiments décida d'«arroser» cet événement remarquable. Ayant fait ample provision de nourriture et de boissons, il se rendit sur les berges de la rivière Vorona, escorté par ses collègues, venus on ne sait d'où dans le Sud. Là, on chanta, on but et l'on fit grand tapage.

— Attends chef tu vas l'avoir ton hôpital, lui promirent les joyeux drilles.

Les constructeurs posèrent donc les fondations de l'hôpital, appliquant la méthode du travail «par dessus la jambe». Avec la même négligence, ils commencèrent à monter les murs, sous la direction attentive de l'éternel éméché Neprokin, tandis que l'architecte du district, Tchermenski, assurait le contrôle technique.

Oui mais voilà. Les murs de l'hôpital s'élevaient déjà dans les airs quand un spécialiste découvrit une malfaçon notoire. Les constructeurs utilisaient des briques ne résistant pas au gel, que Naprokin avait achetées quelque part dans le Sud. Il fallut mettre le tout au rebut. Et démonter bien sûr. En un mot «l'innovation» du chef de chantier et de l'architecte du district coûta 112 500 roubles à l'Etat, sans compter le coût des matériaux.

La commission compétente n'avait pas encore réglé la situation que déjà la presse locale révélait de nouvelles affaires de gaspillage sur d'autres chantiers. C'est alors que le jeune président du Comité Exécutif de district du Parti J.P. Rocktcharpkin frappa du poing sur la table et, regardant de travers les journalistes locaux, il prononça d'une voix ferme en articulant soigneusement :

— Surtout, gardez-vous bien de...

Une pause de 2 mois s'instaura donc qui donna à Neprokin la possibilité de se promener à loisir et de recevoir à sa table hospitalière les dirigeants du Trust régional de réfection des bâtiments. Que ne ferait-on pas avec les deniers publics...

Mais les travailleurs du trust régional prouvèrent leur ténacité. Ils exposèrent

toute l'affaire au comité régional du Parti. Les dirigeants d'Injavino furent bien obligés de faire amende honorable et de prendre des mesures. On exclut Neprokin du parti et il perdit son travail. On chargea l'Organe de Contrôle et de révision de procéder à une vérification générale de toute l'activité du secteur du chef de chantier. Les résultats furent tels que les services des enquêtes s'intéressèrent à son cas. Et soudain, l'enquête tomba en sommeil.

«L'enquête est suspendue, mais elle n'est pas close», explique le procureur du district, E.Z. Kassimter. Suspendue parce que nous n'arrivons pas à trouver des constructeurs disponibles qui puissent venir témoigner... La carcasse abandonnée de la maison de la culture constituée en quelque sorte un témoignage à l'idiotie. On a bien creusé la fouille, on a posé les fondations et monté les murs d'un demi-mètre. Et ensuite on s'est aperçu que ça n'était pas là qu'il fallait construire. Et c'est 70 000 roubles qu'on a enfouis dans le sol, si l'on peut dire.

Par contre c'est à un train d'enfer que s'élèvent les villas particulières. Cette vieille tradition est encore très vivante de nos jours à Injavino. On a vu s'élever la villa du président du comité exécutif de district du parti, J.P. Rocktcharpkin. On a dépensé pour elle 17 000 roubles, presque autant que pour la construction d'une maison de 16 appar-

tements dans le quartier du silo à grain.

C'est au beau milieu d'un jardin qu'on a construit une maison pour S.A. Erokhin qui occupait depuis peu le poste de directeur du service de production agricole au comité exécutif d'arrondissement du parti. En outre on a pendu la crémaillère dans le «cottage» du vice-pré-

dent du lointain Kolkhoze Kalinine A.S. Solozobov l'a rejoint avec son cottage. Mais ce propriétaire a été plus malin que tous les autres : il a fait enregistrer la villa au nom de son fils.

Il semblait que personne ne pourrait surpasser A.S. Solozobov. Malheureusement ! On en a trouvé un qui mène ses petites affaires plus finement et à

bonheur des autres.

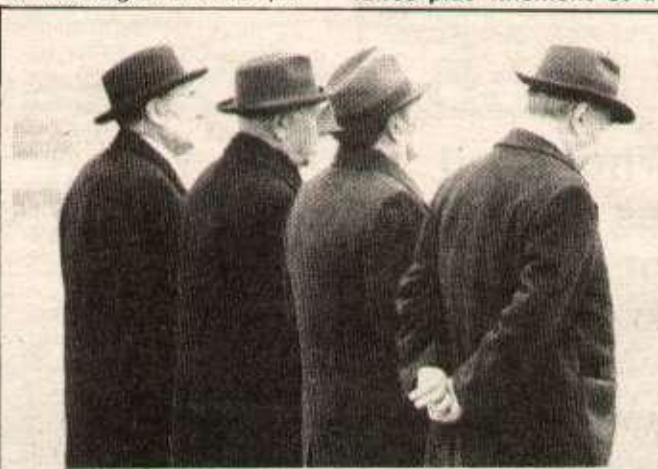
E. Golochimof
(corr. de la «Tambovskaja Pravda»)

(paru dans la Pravda du 20/9/75)

Et notre lecteur, qui connaît bien l'URSS, pour y avoir séjourné, de commen-

«On trouve souvent de tels articles dans la presse. Ils ne sont pas en général assortis d'autres commentaires. La condamnation de telles pratiques apparaît cependant de temps à autre, mais elle est très stéréotypée. Il suffit de constater la légèreté des sanctions, et même la légèreté avec laquelle on parle de telles pratiques dans l'organe central du PCUS (La Pravda), pour comprendre qu'en fait le pouvoir n'est pas tellement chaud pour changer tout ça. Et pour cause ! Cela supposerait qu'on commence par examiner de près les affaires personnelles des hauts dirigeants du parti, qui ne sont sûrement pas brillantes, du moins pour certains».

«Petits aspects», dira-t-on peut-être. Mais, à cette échelle, dans un pays où le profit a été très officiellement rétabli comme moteur de la production, où les directeurs d'entreprises ont toute possibilité d'acheter et de vendre matières premières, machines et produits finis, de décider de l'embauche (ni plus ni moins que nos capitalistes), il s'agit d'une des façons dont la nouvelle bourgeoisie au pouvoir s'adapte ce profit qu'elle fait suer aux travailleurs.



Kossyguine, Podgorny, Brejnev et Gromyko à l'aéroport de Noukava accueillant Giscard en visite en URSS

sident du comité exécutif de district du parti, D.D. Morkovin.

On ne regarde pas à la dépense non plus dans la colonne mobile mécanisée n° 114. L'année dernière c'est sur son budget qu'on a élevé une imposante villa pour le directeur adjoint de la colonne, N.I. Rojnov. Et maintenant la brigade termine la construction d'une maison pour le nouveau directeur du comité local du parti M.M. Panov. Sans crier gare, le prési-

plus grande échelle encore : c'est E.I. Rakitin, qui vient juste d'être nommé directeur du futur sanatorium. Sa maison ne s'élève pas de jours en jours mais d'heures en heures.

L'affaire est menée tambour battant : là on trouve à la fois la grue, les bulldozers et la bétonnière. Encore un peu et on lui aurait construit une villa à étage, tout confort.

Tels sont les contrastes de l'organisation à Injavino : comme on dit, «le malheur des uns fait le

LES EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS SUR L'ORGANISME

Les rayonnements ionisants, provenant de matériaux radio-actifs exercent leurs effets sur l'organisme à travers deux filières bien différentes :

o L'exposition directe de l'organisme à un rayonnement, ce qui peut se produire dans les usines ou centrales où sont manipulés les matériaux radio-actifs, immédiatement après l'explosion d'une bombe atomique, ou lors «d'accidents» dans le transport de matériaux radio-actifs. L'organisme est alors soumis à une irradiation totale et unique. On mesure la nocivité du rayonnement à l'aide d'une unité expérimentale, le REM. Cette unité tient compte à la fois de l'énergie du rayonnement, et de l'action plus ou moins grave des différentes sortes de radio-activité (à énergie égale, un rayonnement *beta* est moins dangereux qu'un faisceau de neutrons). Les observations faites sur l'homme lors de l'explosion de bombes atomiques ont permis de classer schématiquement les symptômes du mal en fonction de la dose :

*de 100 à 250 rems, troubles digestifs légers, fatigue persistante, légers troubles sanguins, éruptions partielles.

*de 250 à 400 rems, nau-

sées, vertiges, modification de la formule sanguine, développement de la flore microbienne.

* 600 rems et plus, troubles sanguins et digestifs graves, diarrhées, risques de perforation intestinale. La mort peut survenir dans les quinze jours, et au delà de 800 rems, elle est presque irrémédiable.

Il est à remarquer que pour le fœtus, les risques sont grandement amplifiés.

o La contamination, c'est-à-dire la fixation dans l'organisme de substances radio-actives. Cette contamination, qui, on l'a vu touche particulièrement les travailleurs des mines d'uranium, peut suivre des chemins très complexes, allant de la contamination de l'atmosphère jusqu'à celle de chaînes alimentaires remontant jusqu'à l'homme.

Dans les deux cas, il faut distinguer les effets «directs», c'est-à-dire sur l'organisme irradié ou contaminé, et les effets génétiques, qui se manifestent sur la descendance. Dans un cas comme dans l'autre, les lésions qui surviennent ne sont pas spé-

cifiques aux rayonnements nucléaires : il n'existe pas de «maladie» propre au nucléaire, et les mêmes lésions peuvent être dues à des causes totalement différentes. L'effet se fait tout d'abord ressentir au niveau de la cellule elle-même : les plus grosses molécules composant ces cellules, par exemple : les acides nucléiques qui en assurent la reproduction sont particulièrement exposés du fait de leur taille. Lorsque les «grosses molécules» touchées sont des chromosomes, c'est-à-dire les substances porteuses de l'hérédité, les effets peuvent être d'ordre génétique, et aboutir à des tares dans la descendance, par suite de «mutation génétique». Il n'est pas besoin de souligner le danger de tels effets, mais il faut noter qu'ils peuvent être utilisés, pour obtenir par exemple, des races de végétaux plus résistantes, ou plus productives...

Cette action au niveau des cellules se répercute sur les tissus cellulaires et on s'est aperçu expérimentalement que l'ampleur de l'effet dépendait de leurs

caractéristiques, les tissus les plus sensibles étant en particulier ceux dont l'activité reproductrice est la plus grande. Une application «positive» en découle : les tissus cancéreux étant l'objet d'une capacité de proliférer importante, leur exposition à une radiation



TRANSPORT DE PRODUITS RADIO-ACTIFS A TRAVERS LA FRANCE

ionisante (rayons X durs par exemple) les affecte plus que les tissus environnants. A l'inverse, les rayonnements ont un effet cancérogène certain. La mort par leucémie, de scientifiques de renom comme Marie Curie et Irène Joliot Curie en est un exemple connu. Bien moins connus sont les cancers des travailleurs des mines d'uranium, ou ceux contractés par les ouvriers d'usines où l'on manipule des produits phosphorescents (la

phosphorescence est une émission lumineuse propre à un corps, mais pour émettre, ce corps doit recevoir de l'énergie. Comme on ne dispose pas de cette source d'énergie naturelle qu'est le soleil en toutes circonstances, certains industriels ont eu

l'idée de la remplacer par des corps radio-actifs comme le radium...)

L'effet des rayonnements radio-actifs est donc quelque chose de dangereux, à la fois par leurs conséquences, et par la mauvaise connaissance que nous avons de l'ampleur de ce phénomène, des divers modes d'accumulation de substances radio-actives. En ce qui concerne le programme de nucléarisation des sources d'énergie de notre pays, son ampleur et la

non résolution des problèmes techniques concernant les centrales elles-mêmes et le retraitement des déchets permettent d'affirmer qu'il peut conduire à des risques importants. Il est cependant important de souligner que les effets des radiations, les lésions qu'elles entraînent, ne sont pas des phénomènes nouveaux (puisqu'elles ne sont pas spécifiques), et qu'elles ne sont pas a priori irrémédiables.

Dans le prochain article nous verrons les conséquences et les dangers éventuels des centrales sur l'environnement.

SOLUTION DES MOTS CROISÉS

	A	B	C	D	E	F	G
1	M	A	R	A	S	M	E
2	A	M	A	T	E	U	R
3	R	A	Y	O	N	N	E
4	T	R	A	M	E	S	
5	I	R	I	T	E		
6	N	A	I	S	S	E	Z
7	E	S	T	E	R	E	

programme

LUNDI 19 JANVIER

TF1

- 12 h 30 - MIDI PREMIERE avec G. Moustaki Cuarteto Cedron.
- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE La stérilité
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES.
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LA VERITE TIENT A UN FIL. feuilleton
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - PLEURE PAS LA BOUCHE PLEINE film français de P. Thomas (1973)
- 22 h 20 - Interrogations LA VERITE
- 23 h 20 - JOURNAL et fin

A2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LA TETE ET LES JAMBES
- 21 h 45 - LA SAGA DES FRANCAIS Le combat d'Ulysse.
- 22 h 40 - CATCH
- 23 h 10 - JOURNAL et fin

FR3

- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE Le Parti «communiste».
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
- 20 h 30 - PRESTIGE DU CINEMA : MON AMOUR, MON AMOUR français (1966) français de N. Trintignant.
- 21 h 50 - JOURNAL et fin

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a maintenant 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

1948 : VAGUE DE LUTTE DES MINEURS

La bourgeoisie va alors réprimer ouvertement, dans le sang, la révolte des mineurs : c'est la répression des grandes grèves de 1948. Les ministres du PCF viennent d'être évincés du gouvernement mais, ils espèrent y revenir rapidement. Les socialistes, eux, restent en place, ils sont à pied d'œuvre pour lancer l'armée contre les grévistes. L'espoir de la fin de la guerre de voir la libération déboucher sur une société plus juste, est brutalement démenti.

LES «DECRETS LACOSTE» : ATTEINTE AUX MINEURS

L'inflation galopante, la baisse rapide du salaire réel des ouvriers, de 44 à 47, avec le plan de blocage des salaires approuvé par le PCF et les socialistes, se poursuivent en cette année 48. La hausse des prix continue à vive allure : elle est de 50 % cette année là. Les salaires, eux, augmentent beaucoup moins vite. L'économie française qui avait subi les dommages causés par la guerre, est

en partie reconstruite. La bourgeoisie perfectionne ses méthodes d'exploitation des ouvriers.

Pour les mines, dès le 13 septembre 1947, le ministre socialiste de l'Industrie et du Commerce, Robert Lacoste, a publié une circulaire qui porte atteinte au salaire minimum garanti par le statut du mineur. Lacoste, sans tenir compte des difficultés et des dangers de la mine, sans tenir compte de l'approvisionnement déficient en bois et autre matériel, remet en cause une disposition du statut qui prévoyait l'augmentation du salaire minimum garanti, en cas de difficultés ou d'anomalies rencontrées dans l'exploitation (exemple : dans les tailles de petite ouverture, l'avancement est beaucoup plus difficile que dans les tailles de plus grande ouverture). Lacoste veut du charbon à bas prix, au mépris de la sécurité. Le manque de sécurité et d'hygiène s'aggrave. Du 1er janvier 1948 au 1er octobre 1948, dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais, qui compte 126 500 mineurs de fond, il y a 90 tués, 1974 blessés graves avec inca-

pacité permanente, 94 800 blessés légers, 9 000 silicosés inaptes au service du fond.

C'est dans ce contexte que, le 18 septembre 1948, sont pris 3 décrets concernant les mines, par le ministre Lacoste - les «décrets Lacoste» - 3 décrets qui visent à accroître la rentabilité des mines en renforçant la surexploitation et la répression contre les ouvriers-mineurs. Les 3 décrets prévoient la réduction de 10 % du personnel de surface, la concentration entre les mains de l'Etat de tous les moyens de répression des vieilles compagnies minières, avec le renforcement des pouvoirs des chefs et le droit de licenciement pratiquement illimité, la limitation de la gestion par les travailleurs des caisses de secours (sécurité sociale minière).

Les décrets Lacoste s'inscrivent dans une période où la bourgeoisie française fait de larges concessions à l'impérialisme américain et où la construction de l'Europe sous domination américaine, avec le plan Marshall adopté par la France le 3 avril 48, est à l'ordre du jour.

LES MINEURS SE DRESSENT

C'est contre tout cela que se dresse la classe ouvrière, et en premier lieu les mineurs, en octobre 48. Les mineurs qui se

mettent en grève illimitée le 4 octobre, réclament notamment l'abrogation des «décrets Lacoste», l'augmentation des salaires, traitements et pensions, l'extension du pouvoir des délégués mineurs à la sécurité. Avec les gaziers et les électriciens, ils sont plus de 300 000 en grève le 4 octobre. Chez les mineurs, la grève a été votée à 89 % au cours d'une large consultation.

Le matin du 4 octobre, aucun ouvrier ne se présente au travail, le pays minier est paralysé. Des piquets de grève organisés par poste sont en place. Ceux qui sont chargés de la sécurité sont sous la responsabilité du comité de grève du siège qui fait un rapport chaque jour sur l'état du mouvement, sa coordination.

La grève va durer 56 jours. 56 jours durant lesquels les mineurs ont le sentiment de revivre l'occupation qui avait cessé 3 ans plus tôt. Le ministre socialiste de l'intérieur, Jules Moch, que les mineurs désignent sous le nom de Von Moch, prétend, pour justifier sa politique de répression, que la grève est déclenchée par le Kominform (Bureau d'information des Partis communistes et ouvriers, constitué en septembre 47 par 9 partis communistes dont le PCUS) et, envoie des milliers de CRS, «les boches de Jules Moch», appuyés par des tanks et des auto-mitrailleuses, investir le pays minier.

Le gouvernement rappelle 30 000 hommes de la classe 47 dans l'armée, et les réserves de la gendarmerie. Au 18ème jour de grève, 24 000 soldats sont massés à Valenciennes, ils occupent les fosses de Denain. Des unités de CRS stationnées dans les villes occupées d'Allemagne, sont dirigées vers les centres miniers de France. Des chars de 40 tonnes, escortés de half-tracks et d'auto-mitrailleuses sont envoyés contre les mineurs en grève. L'autorisation est donnée aux «forces de l'ordre» de faire feu sur les grévistes. Les affrontements vont être extrêmement violents. Des mineurs sont tués par les CRS. Le 8 octobre, Bartel Jansek, mineur polonais, est tué à Merlebach, achevé après avoir été gravement blessé, la tête fracassée à coups de crosse par les CRS ! Le lendemain, dans tous les centres ouvriers du bassin de la Moselle, un seul mot d'ordre est peint sur les chausses et les murs : «Jules Moch assassin !». Le 21 octobre, à Firminy, les CRS tirent sans sommations, sur une manifestation, 12 ouvriers sont grièvement blessés, un mineur, Antoine Barbier, 45 ans, est tué. A la radio, Moch accuse les manifestants «d'avoir tiré les premiers». L'ensemble des journalistes de tous bords, présents à Firminy, dénoncent dans un communiqué la fausseté de cette information.

PORTUGAL manifestations contre la vie chère

Fin décembre, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures afin de «redresser l'économie nationale». Les plus importantes de ces mesures sont : hausse de prix en janvier et arrêt des discussions sur les contrats collectifs de travail, blocage des salaires jusqu'à la fin du mois de février, indemnisation des actionnaires des banques nationalisées, aide aux petites et moyennes entreprises par des emprunts et augmentation des impôts et la sécurité pour les entreprises étrangères qui s'installent au Portugal. Ce gouvernement est dirigé par le Parti Socialiste avec la participation du PCP et du PPD. Le PCP a dénoncé les mesures de blocage des salaires et de hausse des prix mais a approuvé les mesures permettant le redressement de l'économie.

Devant ces hausses de prix catastrophiques pour la classe ouvrière le «Groupe dynamiseur des organes de volonté populaire», créé fin novembre à l'initiative de l'UDP, (Union Démocratique Populaire), lance une campagne de luttes avec une manifestation le 16 janvier «contre l'augmentation du coût de la vie et contre le gouvernement qui prend des mesures contre le peuple». 5 jours après l'annonce de cette campagne, se créait une «Commission de lutte» syndicale, comprenant les prin-

cipaux syndicats (métallurgie, chimie, construction civile, etc) contrôlée par le P=C=P. Cette «Commission de lutte» annonce une manifestation contre la vie chère et contre le blocage des salaires pour le... 17 janvier. Chez les travailleurs, c'est l'incompréhension exprimée notamment à Lisnave. «On ne comprend pas pourquoi organiser deux manifestations alors que les objectifs apparents sont les mêmes». Une assemblée générale des Commissions de travailleurs, décide des mots d'ordre, propose également une rencontre avec la Commission de lutte syndicale. De cette rencontre d'où il ne sortira rien, trois points importants sont à noter, précisant dans les faits la ligne du PCP dans les syndicats.

o le refus clair et net de toutes discussions de la part des dirigeants syndicaux,

o l'affirmation que «les syndicats sont les seules organisations capables de défendre les travailleurs» c'est-à-dire la transformation par le PCP des commissions de travailleurs en simple organe dépendant des syndicats (dans les usines où le PCP est dominant, c'est dans les faits ce qui se passe depuis un certain temps).

o Le troisième point à noter est la réponse faite par les dirigeants syndicaux aux mots d'ordre demandant la

libération des antifascistes emprisonnés et l'expulsion des mercenaires des casernes : ce sont des mots d'ordre «inacceptables et aventuristes». Cette attitude des directions syndicales correspond à la ligne développée par les révisionnistes du PCP.

Ainsi à Lisbonne deux manifestations sont convoquées à un jour d'intervalle avec des mots d'ordre sensiblement identiques, ce qui reste incompris de la classe ouvrière. Il apparaît clairement que lorsque les révolutionnaires se battent sur des mots d'ordre uniquement revendicatifs, sans les replacer dans une perspective révolutionnaire, ils ne se démarquent pas des projets révisionnistes, aidant ainsi à maintenir dans la classe ouvrière un climat de confusion sur la nature du révisionnisme, laissant croire à des possibilités d'alliance avec lui contre la droite.

La manifestation du 16 janvier : 7 000 personnes participent à cette manifestation. A Sao Bento (palais du premier ministre) un important dispositif de sécurité a été mis en place. A cette manifestation, a été remarquée la présence du syndicat des textiles.

La manifestation du 17 de la commission de lutte : elle a lieu au stade du premier mai.

50 000 personnes, mais peu de banderoles représentant les entreprises (Lisnave, Selnave par exemple sont absents). Le syndicat qui sera le plus applaudi est celui de la construction civile où les travailleurs sont en lutte. Il y a parmi les travailleurs présents une très grande volonté de lutte avec également une volonté d'unité (on remarque de nombreux drapeaux rouges avec inscrit dessus le mot unitade). A plusieurs reprises le gouvernement et le premier ministre sont sifflés par la foule malgré les remarques de la tribune. Les discours resteront toujours strictement sur le terrain économique.

Ainsi, les travailleurs ne se sont pas déplacés massivement à ces manifestations, et, dans la classe ouvrière, c'est encore une fois le sentiment que les partis divisent les travailleurs qui se trouve renforcé.

Mais dans les jours où les semaines qui viennent, nous allons certainement voir se développer des luttes importantes en particulier dans la construction civile après les deux heures de grève de vendredi, et où par exemple dans la région de Beja, sur les trois listes présentées aux élections pour la direction du syndicat de la construction civile, la liste présentée par les marxistes-léninistes a obtenu la majorité atteignant les 60 % des voix.

ISLANDE : ULTIMATUM A LONDRES POUR RETIRER SES NAVIRES DES EAUX ISLANDAISES

Le gouvernement islandais vient d'adresser à Londres un ultimatum, lui donnant jusqu'au 24 janvier pour retirer ses navires de guerre des eaux islandaises. à la suite de la décision du gouvernement islandais de porter à 200 milles marins ses eaux territoriales, pour protéger ses zones de pêches. La situation s'est détériorée, après une grave provocation britannique : la frégate britannique «Leander» aurait délibérément heurté le navire d'inspection islandais «Thor». L'Islande menace de rompre avec la Grande-Bretagne si cette dernière refuse l'ultimatum, et avec l'OTAN dont elle est une pièce essentielle du dispositif stratégique si celui-ci ne prenait aucune mesure pour inciter Londres à respecter la souveraineté islandaise.

DES JOURNALISTES TRAVAILLENT DANS LE MONDE ENTIER POUR LA CIA

Après la publication de listes d'agents de la CIA opérant à l'étranger («Time Out» pour Londres, «Libération» pour Paris, «Republican» pour Rome), le «Washington Post» a révélé hier que, dans le début des années 50, la CIA avait mis sur pied un réseau mondial de journalistes, radios et journaux (en France, le journal «Preuves») chargés de déverser des ordres anti-communistes, et que ceux-ci fonctionnent toujours. Mais la CIA, ayant fini par croire à ses propres mensonges, en d'autres termes, s'étant elle-même intoxiquée, a dû mettre sur pied une officine spéciale regroupant des agents de la CIA, des journalistes d'agences et des membres du Département d'Etat, afin de débrouiller les vraies et fausses nouvelles. Les journalistes à la solde de la CIA, poursuit le «Washington», auraient animé les grandes campagnes réactionnaires et fascistes au Chili contre Allende.

Espagne : MANIFESTATION DEMAIN DEVANT LA PRÉSIDENTE

A la suite de l'arrestation de 130 leaders ouvriers, accusés de faire partie du Comité de grève de Madrid, la riposte du peuple madrilène a été immédiate et vigoureuse. Des débrayages ont eu lieu dans les usines. Par exemple : le travailleur Luis Royo arrêté, du journal ABC, a dû être libéré, tout le personnel du journal s'étant constitué en assemblée permanente et ayant suspendu la parution du journal jusqu'à la libération de leur camarade.

Après le succès des 3 journées de grève générales, la mobilisation ouvrière reste importante : les 16 000 travailleurs du téléphone sont en grève à 90 %, malgré les appels à la reprise lancés par le P=C=E. Dans la banque, le mouvement s'est encore étendu et gagne d'autres provinces : il en va de même pour les services de nettoyage.

A la Rente (équivalent de la SNCF), pour la deuxième journée consécutive, 5 000 travailleurs ont tenu une assemblée générale, puis se sont rassemblés en manifestation à la gare de Chamartin et se sont heurtés à la Garde Civile. Il est question de les réquisitionner à leur tour comme les postiers. Par ailleurs,

les employés des wagons-lits (Cook) occupent leur entreprise.

Dans le livre, la grève tend à prendre de l'ampleur : 6 000 travailleurs de diverses entreprises ont débrayé. C'est aujourd'hui que certaines usines métallurgiques qui avaient été lock-outées doivent rouvrir. A l'Electronica de précision 300 licenciements ont été officiellement annoncés. Désormais, les travailleurs en lutte exigent, avant de reprendre les négociations, le paiement intégral des jours de grève et qu'aucun ouvrier ne soit licencié.

D'autre part, dans le métro, la grève pourrait reprendre ce lundi, après la rupture des négociations.

Des assemblées générales et des manifestations ont eu lieu à l'université de Madrid, dans le pays Basque, en Navarre et à Oviedo. Des grèves ont actuellement lieu à Carthagène, Seville, Cordoue, etc...

Quant à la manifestation pour le mardi 20, devant la présidence du gouvernement, elle est activement préparée et discutée dans les assemblées de quartier et d'usines.

LIBAN les phalanges violent le cessez-le-feu

Après l'occupation du camp de Dhayé, au nord de Beyrouth, les phalangistes ont bombardé sauvagement le quartier de la Quarantaine, à Beyrouth. Ce quartier est la cible des phalanges et leurs alliés depuis le début des événements.

La quarantaine est un des quartiers les plus pauvres de Beyrouth. Les bidonvilles s'entassent les uns sur les autres, la plupart des habitants de ce quartier sont ceux qui ont été chassés de leurs villages du sud par les bombardements sionistes et les Kurdes qui font les plus durs travaux à Beyrouth et qui vivent dans la plus grande misère. Les phalangistes et leurs alliés veulent chasser les habitants, car le quartier est une enclave dans les «quartiers chrétiens». On voit bien la faiblesse des réactionnaires. Dbayé, c'est le camp palestinien qui est le moins armé, la Quarantaine, c'est aussi le quartier le moins protégé. Et les réactionnaires dirigent leurs attaques principalement contre ces endroits, montrant leur visage criminel. Le bombarde-

ment de la Quarantaine vient après un accord de cessez-le-feu, conclu samedi soir sous le patronage des pays arabes. Mais les phalanges et leurs alliés n'ont jamais pris en compte aucun accord de cessez-le-feu, ils continuent toujours leurs provocations, cherchant la partition du Liban. La Révolution Palestinienne et les forces patriotes libanaises s'opposent fortement à leur plan : ils ont occupé le bourg de Damour, menacent de faire sauter le palais de Chamoun, au nord de ce bourg. Si les phalanges continuent toujours leurs provocations contre les camps et les quartiers populaires, ils empêchent aussi, en bloquant les routes, que des renforts de l'armée arrivent jusqu'aux Phalanges. La participation de l'armée aux côtés des réactionnaires devient de plus en plus évidente. Il est certain que, comme en mai 73, de nombreux soldats refuseront de participer aux combats car pour eux, la lutte doit se diriger contre l'ennemi sioniste.

Yomna El-Khalil



la Résistance Palestinienne et les forces patriotes libanaises dans le bourg de Damour.

succès du meeting de la GUPS

Salle comble samedi après-midi à l'occasion du meeting organisé par la GUPS, rue de Rennes, pour le XI^e anniversaire de la révolution palestinienne. Plusieurs orateurs prirent la parole afin d'éclaircir la situation actuelle au Liban et ses conséquences pour la Résistance. A ce sujet Azzedine Kallak, représentant de l'OLP en France, précisait que l'année 76 serait une année difficile, que le peuple palestinien et tous les peuples arabes seraient en butte aux manœuvres de plus en plus féroces de l'impérialisme pour liquider la résistance palestinienne et écraser le mouvement des peuples de la région qui la soutiennent. Le meeting se termina sur un appel à renforcer le soutien au peuple palestinien et l'envoi d'un télégramme à Yasser Arafat.

DÉCLARATION DU FRONT POLISARIO

Le Maroc s'est engagé dans une aventure en agissant contre notre pays. L'occupation du Sahara par les forces fascistes marocaines à la suite du complot de Madrid du 14 novembre 1975, installe la région dans une guerre qui oppose le peuple sahraoui à l'ennemi.

Cette guerre qui nous a été imposée, nous la poursuivons jusqu'à la victoire finale.

C'est donc un leurre que de croire que dans cette situation infernale, des investissements de quelques nature que ce soit puissent se réaliser.

Nous sommes convaincus que le milieu d'affaires français ne sauraient accorder la moindre crédibilité aux appels auxquels s'est donné à cœur joie le premier ministre marocain à l'occasion de sa visite officielle en France.

Le Front quant à lui, met en garde tous les intérêts qui

auront d'une manière ou d'une autre aidé, par leur présence dans la région le régime agressif de Rabat.

Le peuple sahraoui, en lutte pour son indépendance mettra en échec toute initiative d'investissements privés ou publics directement ou indirectement dans les régions de notre patrie occupées récemment par les forces agressives.

Toute aide au régime criminel de Rabat, dans les circonstances actuelles, contribue à la politique d'extermination et de génocide à laquelle le peuple sahraoui est soumis par les forces criminelles de DLIMI.

Nous lançons un appel au peuple français, à son avant-garde politique et à son gouvernement en leur demandant de soutenir la juste cause de notre peuple qui lutte les armes à la main contre le génocide et l'extermination.

A l'occasion des événements qui ont lieu aujourd'hui au Liban, le besoin en médicaments de toutes sortes, en soutien financier pour la résistance se fait très important. L'AMFP (Association Médicale Franco-Palestinienne) se charge de collecter les fonds et les médicaments. Pour tout envoi s'adresser AMFP - 24, rue de la Réunion - 75020 PARIS.